

CONTRAT TYPE DE LOCATION OU DE COLOCATION DE LOGEMENT MEUBLÉ

(Soumis au titre Ier bis de la loi du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86 - 1290 du 23 décembre 1986)

Champ du contrat type : Le présent contrat type de location est applicable aux locations et aux colocations de logement meublé et qui constitue la résidence principale du preneur, à l'exception :

- 1 - des colocations formalisées par la conclusion de plusieurs contrats entre les locataires et le bailleur ;
- 1 - des locations de logement appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré et faisant l'objet d'une convention passée en application de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation.

Modalités d'application du contrat type : Le régime de droit commun en matière de baux d'habitation est défini principalement par la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986. L'ensemble de ces dispositions étant d'ordre public, elles s'imposent aux parties qui, en principe, ne peuvent pas y renoncer.

En conséquence :

- 1 - le présent contrat type de location contient uniquement les clauses essentielles du contrat dont la législation et la réglementation en vigueur au jour de sa publication imposent la mention par les parties dans le contrat. Il appartient cependant aux parties de s'assurer des dispositions applicables au jour de la conclusion du contrat.
- 1 - au-delà de ces clauses, les parties sont également soumises à l'ensemble des dispositions légales et réglementaires d'ordre public applicables aux baux d'habitation sans qu'il soit nécessaire de les faire figurer dans le contrat et qui sont rappelées utilement dans la notice d'information qui doit être jointe à chaque contrat.
- 1 - les parties sont libres de prévoir dans le contrat d'autres clauses particulières, propres à chaque location, dans la mesure où celles-ci sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Les parties peuvent également convenir de l'utilisation de tout autre support pour établir leur contrat, dans le respect du présent contrat type.

I. DÉSIGNATION DES PARTIES

Le présent contrat est conclu entre les soussignés :

- Nom et prénom, ou dénomination du bailleur ¹: Hugo Philipp
- Domicile ou siège social du bailleur : 38 rue championnet, 75018, Paris
- Adresse e-mail du bailleur (facultatif) ²: hugo.philipp99@gmail.com
- Qualité du bailleur : ☒ Personne physique ☐ Personne morale

Le cas échéant, préciser si la personne morale est une société civile constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus. : ☐ oui ☐ non

Le cas échéant, représenté par le mandataire : ☐ oui ☐ non

- Nom ou raison sociale et adresse du mandataire ainsi que l'activité exercée :
- N° et lieu de délivrance de la carte professionnelle ³:

désigné(s) ci-après le « **bailleur** »,

ET :

- Nom et prénom du locataire : Romain Quirin
- Adresse e-mail du locataire (facultatif) :
- Noms et adresse des garants : Gregory Quirin et Caroline Provo, 5 rue des vergers, 57980, Metzting

désigné(s) ci-après le « **locataire** »

¹Préciser si la personne morale est une société civile constituée exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus.

²A reproduire si pluralité de bailleur.

³Mention obligatoire s'appliquant aux professionnels exerçant une activité mentionnée à l'article 1er de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970 réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce.

Il a été convenu ce qui suit :

II. OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la location d'un logement ainsi déterminé :

A. Consistance du logement

- Localisation du logement (adresse, bâtiment, étage, porte, etc.) : 38 Boulevard de l'Europe, 57070, Metz
- Identifiant fiscal du logement : 574630486513
- Type d'habitat : ☒ immeuble collectif ☐ individuel
- Régime juridique de l'immeuble : ☐ mono propriété ☒ copropriété
- Période de construction : ☐ avant 1949 ☐ de 1949 à 1974 ☒ de 1975 à 1989 ☐ de 1989 à 2005 ☐ depuis 2005
- Surface habitable (m²): 25
- Nombre de pièces principales : 1
- Le cas échéant, autres parties du logement : ☐ grenier ☐ comble aménagés ☐ terrasse ☐ balcon ☐ loggia ☐ jardin ☐ Autres :
- Le cas échéant, Éléments d'équipements du logement (exemples : cuisine équipée, détail des installations sanitaires etc.) : cuisine équipée, salle de bain équipé, machine à laver, aspirateur
- Modalité de production de chauffage ⁴: ☒ individuel ☐ collectif
Si collectif, préciser les modalités de répartition de la consommation du locataire :
- Modalité de production d'eau chaude sanitaire ⁵: ☒ individuel ☐ collectif
Si collectif, préciser les modalités de répartition de la consommation du locataire :

Rappel : un logement décent doit respecter les critères minimaux de performance suivants :

a) En France métropolitaine :

1. À compter du 1er janvier 2025, le niveau de performance minimal du logement correspond à la classe F du DPE
1. À compter du 1er janvier 2028, le niveau de performance minimal du logement correspond à la classe E du DPE
2. À compter du 1er janvier 2034, le niveau de performance minimal du logement correspond à la classe D du DPE.

b) En Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à La Réunion et à Mayotte :

1. À compter du 1er janvier 2028, le niveau de performance minimal du logement correspond à la classe F du DPE
1. À compter du 1er janvier 2031, le niveau de performance minimal du logement correspond à la classe E du DPE.

La consommation d'énergie finale et le niveau de performance du logement sont déterminés selon la méthode du diagnostic de performance énergétique mentionné à l'article L. 126-26 du code de la construction et de l'habitation.

Niveau de performance du logement : D

B. Destination des locaux :

- ☒ Usage exclusif d'habitation principale
☐ Usage mixte professionnel et habitation principale

C. Le cas échéant, Désignation des locaux et équipements accessoires de l'immeuble à usage privatif du locataire :

- ☐ garage/parking lot (n° / tantièmes généraux) :
- ☐ cave lot n° (n° / tantièmes généraux) :
- ☐ grenier (n° / tantièmes généraux) :
- ☐ assainissement collectif
- ☐ assainissement individuel
- ☐ abri de jardin

⁴Si chauffage collectif, préciser les modalités de répartition de la consommation du locataire.

⁵En cas de production collective, préciser

- ☐ portail automatisé
- ☐ piscine (préciser le cas échéant le dispositif de sécurité) :
- ☐ citerne de gaz d'une contenance de _____ litres
- ☐ cuve à fuel d'une contenance de _____ litres
- ☐ autres :

D. Le cas échéant, Énumération des locaux, parties, équipements et accessoires de l'immeuble à usage commun :

- ☐ chauffage collectif (préciser l'énergie utilisée) :
- ☐ gardiennage
- ☐ local poubelle
- ☐ laverie
- ☐ garage à vélo
- ☒ aire(s) de stationnement
- ☐ voie(s) de circulation privée
- ☐ aire(s) et équipements de jeux
- ☐ espaces verts
- ☒ ascenseur
- ☒ interphone / porte à code
- ☐ antenne
- ☐ autres :

E. Le cas échéant, Équipement d'accès aux technologies de l'information et de la communication :

/

III. DATE DE PRISE D'EFFET ET DURÉE DU CONTRAT

La durée du contrat et sa date de prise d'effet sont ainsi définies :

A. Date de prise d'effet du contrat : 17/08/2025

B. Durée du contrat : 1 an

A l'exception des locations consenties à un étudiant pour une durée de neuf mois, les contrats de location de logements meublés sont reconduits tacitement à leur terme pour une durée d'un an et dans les mêmes conditions. Le locataire peut mettre fin au bail à tout moment, après avoir donné congé. Le bailleur peut, quant à lui, mettre fin au bail à son échéance et après avoir donné congé, soit pour reprendre le logement en vue de l'occuper lui-même ou une personne de sa famille, soit pour le vendre, soit pour un motif sérieux et légitime.

Les contrats de locations meublées consenties à un étudiant pour une durée de neuf mois ne sont pas reconduits tacitement à leur terme et le locataire peut mettre fin au bail à tout moment, après avoir donné congé. Le bailleur peut, quant à lui, mettre fin au bail à son échéance et après avoir donné congé.

IV. CONDITIONS FINANCIÈRES

Les parties conviennent des conditions financières suivantes :

A. Loyer

1° Fixation du loyer initial :

a) Montant du loyer mensuel (€) ⁶: 405€

b) Le cas échéant, Modalités particulières de fixation initiale du loyer applicables dans certaines zones tendues ⁷:

- le loyer du logement objet du présent contrat est soumis au décret fixant annuellement le montant maximum d'évolution des loyers à la relocation : ☐ OUI ☒ NON
- le loyer du logement objet du présent contrat est soumis au loyer de référence majoré fixé par arrêté préfectoral : ☐ OUI ☒ NON
- montant du loyer de référence : _____ €/m² / Montant du loyer de référence majoré : _____ €/m²
- le cas échéant, complément de loyer: ☐ OUI ☒ NON

⁶Lorsqu'un complément de loyer est appliqué, le loyer mensuel s'entend comme la somme du loyer de base et de ce complément.

⁷Zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel telles que définies par décret.

- Loyer de base (€) : 405€
- Complément de loyer (€) :
- Caractéristiques du logement justifiant le complément de loyer :

c) Le cas échéant, Informations relatives au loyer du dernier locataire ⁸:

- montant du dernier loyer acquitté par le précédent locataire (€) :/
- date de versement :/
- date de la dernière révision du loyer :/

2° Le cas échéant, Modalités de révision :

a) Date de révision : 17/08/2025

b) Date ou trimestre de référence de l'IRL : 2eme trimestre 2026

B. Charges récupérables

1. Modalité de règlement des charges récupérables :

- ☐ Provisions sur charges avec régularisation annuelle
- ☐ Paiement périodique des charges sans provision
- ☒ Récupération des charges par le bailleur sous la forme d'un forfait

2. Le cas échéant, Montant des provisions sur charges ou du forfait de charges 75€ .

3. Le cas échéant, Modalités de révision du forfait de charges ⁹: Le montant du forfait de charges sera révisé chaque année aux mêmes conditions que le loyer principal, selon la variation de l'IRL.

C. Le cas échéant, En cas de colocation souscription par le bailleur d'une assurance pour le compte des colocataires ¹⁰: ☐ Oui ☐ Non

1. Montant total annuel récupérable au titre de l'assurance pour compte des colocataires ¹¹:

2. Montant récupérable par douzième :

D. Modalités de paiement

- Périodicité du paiement ¹²: Mensuelle
- Paiement : ☒ à échoir ☐ à terme échu
- Date ou période de paiement : 5 du mois en cours
- Le cas échéant, lieu de paiement :
- Le cas échéant, montant total dû à la première échéance de paiement pour une période complète de location :
 - Loyer (hors charges) : 195,97 €
 - Charges récupérables : 36,29 €
 - Contribution pour le partage des économies de charges : Néant
 - En cas de colocation, à l'assurance récupérable pour le compte des colocataires : Néant

Montant total du premier versement : 232,26 €

E. Le cas échéant, exclusivement lors d'un renouvellement de contrat, modalités de réévaluation d'un loyer manifestement sous-évalué

1. Montant de la hausse ou de la baisse de loyer mensuelle :

2. Modalité d'application annuelle de la hausse [par tiers ou par sixième selon la durée du contrat et le montant de la hausse de loyer]:

G. Dépenses énergétiques (pour information)

⁸Mention obligatoire si le précédent locataire a quitté le logement moins de dix-huit mois avant la signature du bail.

⁹Si les parties conviennent d'un forfait de charges et de sa révision annuelle, ce forfait est révisé dans les mêmes conditions que le loyer principal.

¹⁰Au cours de l'exécution du contrat de location et dans les conditions prévues par la loi, les colocataires peuvent provoquer la résiliation de l'assurance souscrite par le bailleur pour leur compte.

¹¹Correspond au montant de la prime d'assurance annuelle, éventuellement majoré dans la limite d'un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

¹²Paiement mensuel de droit à tout moment à la demande du locataire.

Montant estimé des dépenses annuelles d'énergie pour un usage standard de l'ensemble des usages énumérés dans le diagnostic de performance énergétique (chauffage, refroidissement, production d'eau chaude sanitaire, éclairage et auxiliaires de chauffage, de refroidissement, d'eau chaude sanitaire et de ventilation) mentionné à l'article L. 126-26 du code de la construction et de l'habitation : entre 490€ et 710€ (estimation réalisée à partir des prix énergétiques de référence de l'année 2025) :

V. TRAVAUX

A. Le cas échéant, Montant et nature des travaux d'amélioration ou de mise en conformité avec les caractéristiques de décence effectués depuis la fin du dernier contrat de location ou depuis le dernier renouvellement ¹³:

- Remplacement des meubles bas et du plan de travail de la cuisine.
- Installation d'un nouveau meuble vasque dans la salle de bain.
- Changement des portes de placard de l'entrée.
- Remplacement de deux radiateurs.

Montant total des travaux : environ 3000 €.

B. Le cas échéant, Majoration du loyer en cours de bail consécutive à des travaux d'amélioration entrepris par le bailleur ou d'acquisitions d'équipements ¹⁴: Néant

C. Le cas échéant, Diminution de loyer en cours de bail consécutive à des travaux entrepris par le locataire : Néant

VI. GARANTIES

Le cas échéant, Montant du dépôt de garantie de l'exécution des obligations du locataire : 810 €

VII. CLAUSE DE SOLIDARITÉ

- Il est expressément stipulé que les copreneurs seront tenus solidairement et indivisiblement de l'exécution des obligations du présent contrat.
- Les colocataires soussignés, désignés le «LOCATAIRE», reconnaissent expressément qu'ils se sont engagés solidairement et que le bailleur n'a accepté de consentir le présent bail qu'en considération de cette cotitularité solidaire et n'aurait pas consenti la présente location à l'un seulement d'entre eux.
- Si un colocataire délivrait congé et quittait les lieux, il resterait en tout état de cause tenu du paiement des loyers et accessoires et, plus généralement, de toutes les obligations du bail en cours au moment de la délivrance du congé, et de ses suites et notamment des indemnités d'occupation et de toutes sommes dues au titre des travaux de remise en état, au même titre que le(s) colocataire(s) demeuré(s) dans les lieux pendant une durée de six mois à compter de la date d'effet du congé. Toutefois, cette solidarité prendra fin, avant l'expiration de ce délai, si un nouveau colocataire, accepté par le bailleur, figure au présent contrat.
- La présente clause est une condition substantielle sans laquelle le présent bail n'aurait pas été consenti.

VIII. CLAUSE RÉSOLUTOIRE

Le présent contrat sera résilié de plein droit :

- en cas de défaut de paiement du loyer, des provisions de charge, ou de la régularisation annuelle de charge
- en cas de défaut de versement du dépôt de garantie
- en cas de défaut d'assurance des risques locatifs par le locataire (sauf si le bailleur a souscrit une assurance pour le locataire)
- en cas de trouble de voisinage constaté par une décision de justice

IX. LE CAS ÉCHÉANT, HONORAIRES DE LOCATION ¹⁵

A. Dispositions applicables

Il est rappelé les dispositions du I de l'article 5 (I) de la loi du 6 juillet 1989, alinéas 1 à 3 : « La rémunération des personnes mandatées pour se livrer ou prêter leur concours à l'entremise ou à la négociation d'une mise en location

¹³Le cas échéant, préciser par ailleurs le montant des travaux d'amélioration effectués au cours des six dernier mois.

¹⁴Clause invalide pour les travaux de mise en conformité aux caractéristiques de décence.

¹⁵A mentionner lorsque le contrat de location est conclu avec le concours d'une personne mandatée et rémunérée à cette fin.

d'un logement, tel que défini aux articles 2 et 25-3, est à la charge exclusive du bailleur, à l'exception des honoraires liés aux prestations mentionnées aux deuxième et troisième alinéas du présent I. Les honoraires des personnes mandatées pour effectuer la visite du preneur, constituer son dossier et rédiger un bail sont partagés entre le bailleur et le preneur. Le montant toutes taxes comprises imputé au preneur pour ces prestations ne peut excéder celui imputé au bailleur et demeure inférieur ou égal à un plafond par mètre carré de surface habitable de la chose louée fixé par voie réglementaire et révisable chaque année, dans des conditions définies par décret. Ces honoraires sont dus à la signature du bail. Les honoraires des personnes mandatées pour réaliser un état des lieux sont partagés entre le bailleur et le preneur. Le montant toutes taxes comprises imputé au locataire pour cette prestation ne peut excéder celui imputé au bailleur et demeure inférieur ou égal à un plafond par mètre carré de surface habitable de la chose louée fixé par voie réglementaire et révisable chaque année, dans des conditions définies par décret. Ces honoraires sont dus à compter de la réalisation de la prestation.

Plafonds applicables :

- montant du plafond des honoraires imputables aux locataires en matière de prestation de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail (€ / m²) : de surface habitable ;
- montant du plafond des honoraires imputables aux locataires en matière d'établissement de l'état des lieux d'entrée (€ / m²) : de surface habitable.

B. Détail et répartition des honoraires

1. Honoraires à la charge du bailleur :

- prestations de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail [détail des prestations effectivement réalisées et montant des honoraires toutes taxes comprises dus à la signature du bail] ;
- le cas échéant, Prestation de réalisation de l'état des lieux d'entrée [montant des honoraires toutes taxes comprises dus à compter de la réalisation de la prestation] ;
- autres prestations [détail des prestations et conditions de rémunération] ;

2. Honoraires à la charge du locataire :

- prestations de visite du preneur, de constitution de son dossier et de rédaction de bail [détail des prestations effectivement réalisées et montant des honoraires toutes taxes comprises dus à la signature du bail] ;
- le cas échéant, Prestation de réalisation de l'état des lieux d'entrée [montant des honoraires toutes taxes comprises dus à compter de la réalisation de la prestation] ;

XI. ANNEXES

Sont annexées et jointes au contrat de location les pièces suivantes :

A. Le cas échéant, un extrait du règlement concernant la destination de l'immeuble, la jouissance et l'usage des parties privatives et communes, et précisant la quote-part afférente au lot loué dans chacune des catégories de charges

B. Un dossier de diagnostics techniques comprenant :

- un diagnostic de performance énergétique ;
- un constat de risque d'exposition au plomb pour les immeubles construits avant le 1er janvier 1949 ;
- le cas échéant, une copie d'un état mentionnant l'absence ou la présence de matériaux ou de produits de la construction contenant de l'amiante ¹⁶ ;
- le cas échéant, un état de l'installation intérieure d'électricité et de gaz, dont l'objet est d'évaluer les risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes ¹⁷ ;
- le cas échéant, un état des risques naturels et technologiques pour les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité ¹⁸.

C. une notice d'information relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs

D. un état des lieux et un état détaillé du mobilier ¹⁹

¹⁶A compter de l'entrée en vigueur du décret d'application lisant notamment les matériaux ou produits concernés.

¹⁷A compter de la date d'entrée en vigueur de cette disposition, prévue par décret.

¹⁸La liste des communes comprises dans ces zones est définie localement par arrêté préfectoral.

¹⁹Ces documents sont établis lors de la remise des clés, dont la date peut être ultérieure à celle de conclusion du contrat.

Le 02 aout 2025, à Metz

Signature du bailleur

DocuSigned by:
Hugo Philipp
3720D6ECFFA2469...

Signature du locataire

DocuSigned by:
R
F6B41A6C4824464...

Contrat type issu de l'annexe 2 du décret du 29 mai 2015